OÙ SONT PASSÉS LES TENANTS DU NON AU TCE DE 2005 ?

Le 02-04-2025

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Texte de l'intervention de Michèle Dessenne, présidente du Parti de la Démondialisation, à la réunion publique du 29 mars à Paris, organisée par Le Referendum 2025.

Bonjour,

Il nous faut redire quelques mots sur la campagne menée en 2005 pour le NON au référendum sur le TCE.
Parti perdant pendant les premiers mois, le Non au TCE a fini par l'emporter à l'issue d'une grande campagne unitaire menée dans toute la France. Elle regroupait, entre autres, Attac, alors forte de 30 000 adhérents qui avaient été consultés pour définir la position de l'association. Verdict : NON au TCE et OUI à une campagne.
Attac avait donc impulsé une campagne commune en invitant des associations, dont des organisations féministes, et des partis politiques de gauche à y prendre part. Le PCF, des socialistes favorables au NON, dont Jean-Luc Mélenchon et Alexis Corbière à travers l'association PRS, l'extrême-gauche, dont la LCR (devenue depuis le NPA), des syndicats, dont Solidaires, la CGT et la Confédération paysanne, et même quelques médias membres fondateurs d'Attac, ainsi que de très nombreuses personnes affiliées à aucune structure : tous et toutes ont participé avec enthousiasme et détermination à la mobilisation.
Une énergie débordante s'est déployée grâce notamment à l'organisation nationale mise en place mais aussi localement. Des millions de personnes se sont mobilisées, le Non était dans toutes les discussions familiales, dans les syndicats, les entreprises, dans la rue et sur les murs où furent collées des dizaines de milliers d'affiches et d'autocollants.
De très nombreuses réunions publiques, y compris dans des villages, des meetings dans de très nombreuses villes, regroupant plusieurs centaines et même milliers de personnes ont permis de décrypter le volumineux texte de l'Union européenne. Ce fut un temps extraordinaire de mobilisation populaire. Et cela a renversé le rapport de forces. Au fil des semaines et des mois la campagne du NON a grignoté le OUI jusqu'à le mettre KO !
Il n'est pas exagéré de dire que le résultat final : 55% de NON avec une participation de 70% a constitué une victoire écrasante du peuple de France ! Saluée par des Allemands, des Italiens, et d'autres citoyens de pays membres de l'UE, privés de référendum.

Mais les classes possédantes et dirigeantes, certes assommées par ce résultat, n'ont pas lâché l'affaire. Elles ont échafaudé un plan B avec l'aval du gouvernement français, et plus encore sa complicité active, quitte à organiser un coup d'Etat parlementaire. Car les représentants du peuple, sénateurs et députés, majoritairement composés de pro OUI, ont franchi le Rubicon (1) : ils sont devenus des traitres. Preuve en est, réunis en Congrès en 2008 à l'initiative du Président de la République, ils ont modifié la Constitution française permettant ainsi d'adopter le Traité de Lisbonne, très très très proche du TCE.

Depuis cette forfaiture, il y a 20 ans, quel bilan pour la France, pour les ouvriers, les employés, les services publics, la santé, l'agriculture, l'éducation, la protection sociale, la recherche, le pouvoir d'achat, l'emploi, l'industrie, l'environnement ? Et plus largement sur la démocratie, la souveraineté du pays, la souveraineté du peuple ? Première conséquence : le taux d'abstention à toutes les élections a grimpé en flèche de manière durable. Et le RN, lui, vit des jours heureux tandis que le Programme du Conseil national de la Résistance est pilonné.

20 ans plus tard, le désastre social, économique, démocratique, environnemental a frappé sans discontinuer les catégories populaires, les couches moyennes, les artisans, les petits commerces, les

fonctionnaires ; l'ubérisation a explosé, tout comme le chômage et, en même temps les droits sociaux, les droits du travail, le statut des fonctionnaires et a retraite ont été ratiboisés. Des milliers d'entreprises ont fermé les portes, et ou ont délocalisé dans des pays de l'UE où les salaires et la protection sociale sont moindre. Les privatisations suivies de l'ouverture à la concurrence européenne sont devenues légions : citons entre autres la Poste, EDF, la SNCF, et désormais la RATP. Le "*newspublic management*" a été mis en œuvre dans les hôpitaux publics, pour les transformer en entreprises rentables ! Comment ? Par l'application des directives de l'UE et au nom de l'Union européenne dont la légitimé démocratique est en dessous de zéro ! La Commission européenne, non élue par les peuples, exerce de fait à la fois le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif tandis que le Parlement européen est dépourvu de tout réel pouvoir. Plus grave encore, le parlement français ne dispose pas du droit de voter des lois allant à l'encontre de celles de l'UE ! Elles seraient considérées comme inconstitutionnelles !

Face à ce désastre et à la tutelle exercée par l'UE, y compris budgétaire et monétaire, où sont passées aujourd'hui les organisations qui ont combattu pour le NON au TCE ? Que disent-elles de l'Union européenne ? Elles sont critiques parfois sur les Traités de libre-échange signés en notre nom N. O. M. mais elles détournent le regard des causes profondes du système supranational qui détruit la nation, prive les citoyens de leur souveraineté et appauvrit les salariés, traités comme des variables d'ajustement au profit croissant et même exponentiel des grands actionnaires des multinationales, de la finance, en bref du système néolibéral mondialisé.
Triste constat qui peut conduire à la désespérance d'autant que les mesures de violences sociales et la répression comme modes de gouvernement impactent très durement la jeunesse, elle qui n'a connu que le règne néolibéral, la compétition entre les pays membres de l'UE, entre les salariés, et qui subit de plein fouet la propagande gouvernementale et médiatique.

Triste constat qui devrait au contraire susciter la résistance et la lutte et le réveil de la gauche du NON qui a été maraboutée par la déesse Europe !

Alors aujourd'hui j'appelle, **nous appelons,** ceux et celles qui ont dit NON en 2005 à rejoindre l'appel pour un référendum. **Nous rappelons** aux organisations impliquées en 2005 qu'elles devraient aujourd'hui reprendre le flambeau militant pour s'engager dans la campagne que nous avons initiée et où chacun, chacune a sa place. Et si les directions ont changé de cap, leurs adhérents, leurs militants sont libres d'y prendre place.
Car, au fond, qui peut dire NON au droit du peuple à s'exprimer par un référendum ? La peur de perdre peut-être ? Celle qui paralyse, qui empêche d'avancer ? Ou tout simplement le manque de confiance dans la lucidité du peuple qui, en 2005, nous a justement prouvé le contraire !

Le rendez-vous du samedi 31 mai 2025 sera l'occasion pour celles et ceux qui ne renoncent ni à la devise républicaine, ni aux fondamentaux de la Révolution française, ni au Programme du Conseil national de la Résistance, ni aux avancées sociales acquises en1936 et en Mai 68 et au NOM N.O.M du NON de 2005, de se rassembler à Paris.

Attention, pas de méprise : nous ne sommes pas tournés vers le passé. L'histoire éclaire nos engagements d'aujourd'hui. Nous voulons contribuer à un avenir plus juste pour tous, à une société fraternelle, construire une société débarrassée de la violence générée par le néolibéralisme, forme actuelle du capitalisme.

Nous ne voulons ni de la guerre sociale, ni de la guerre économique, ni de la guerre armée qui menace. Car ce sont toujours les mêmes, et en particulier la jeunesse, qui en payent les frais, et toujours les mêmes qui encaissent les dividendes !

Rejoignez-nous : agissez pour un référendum de clarification sur l'appartenance de la France au système de l'Union européenne. Si nous l'obtenons, vous, citoyens, citoyennes, obtiendrez la liberté de voter comme vous le voudrez ! La première des libertés !

NOTE
1.L'expression « Franchir ou passer le Rubicon » est utilisée lorsqu'une personne fait un choix décisif et irréversible qu'il faudra assumer par la suite s'il vire à la catastrophe. Elle signifie qu'on prend une décision en assumant toutes les conséquences.

POUR SIGNER L'APPEL, POUR REJOINDRE LA CAMPAGNE, TELECHARGER LE TRACT, ORGANISER DES REUNIONS PUBLIQUES, VOUS REGROUPER LOCALEMENT : C'EST LÀ

PROCHAINE REUNION PUBLIQUE LE 3 AVRIL A LA TOUR D'AIGUES (84)

A NOTER :
- LE 8 MAI (infos à venir)
- LE 31 MAI : Rassemblement à Paris

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire